



RAPPORT SEMESTRIEL

**COMPTES CONSOLIDES
AU 30 JUIN 2012**

SOMMAIRE

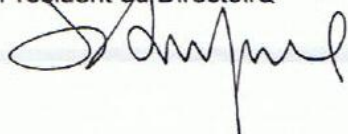
- Rapport du Directoire
- Comptes consolidés au 30 Juin 2012 et annexes
- Rapport des Commissaires aux Comptes

Attestation du rapport financier semestriel

Je soussigné, Didier BOURGINE, agissant en qualité de Président du Directoire de la société AUGROS COSMETIC PACKAGING, atteste à ma connaissance que les comptes pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport d'activité semestriel ci-après présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Fait le 3 août 2012,

Didier Bourgine
Président du Directoire



AUGROS COSMETIC PACKAGING

Société anonyme à directoire et conseil de
surveillance au capital de 2 283 933 €
Siège social : ZA du Londeau, Rue de l'expansion,
CERISE, 61000 ALENCON
R.C.S. ALENCON B 592 045 504

REUNION DU DIRECTOIRE EN DATE DU 3 AOUT 2012

RAPPORT D'ACTIVITE SUR LES COMPTES CONSOLIDES AU 30 JUIN 2012

L'AN DEUX MILLE DOUZE ET LE 3 AOUT A 10H00,

Les membres du Directoire se sont réunis aux fins d'établir le présent rapport d'activité sur le premier semestre 2012.

FAITS MARQUANTS DU PREMIER SEMESTRE 2012 :

L'activité d'AUGROS COSMETIC PACKAGING est en repli de 21,4% en raison de la contraction des ventes de la branche Traitement de Surface. La branche packaging a connu une croissance significative.

La baisse des ventes constatée sur le pôle traitement de surface s'explique par la très forte hausse de ce pôle au premier semestre 2011. Par ailleurs des décalages de lancement au second semestre 2012 ont amplifié la contraction des ventes.

Comparée à 2010, les ventes d'AUGROS CP reculent de 5,5%.

Chiffre d'affaires :

Le chiffre d'affaires consolidé s'élève à **7.560 K€**, contre 9.622 K€ au 1^{er} semestre 2011 soit une diminution de 21,4 %.

Résultat opérationnel courant

Le résultat opérationnel courant ressort à **397 K€** contre 701 K€ au 1^{er} semestre 2011, soit une diminution de 43 %.

Résultat opérationnel

Le résultat opérationnel ressort à **473 K€** contre 678 M€ au 1^{er} semestre 2011, soit une diminution de 30 %.

Résultat Financier

Le résultat financier consolidé ressort à **-225 K€** contre -173 K€ au 1^{er} semestre 2011.

Résultat net

Le résultat net s'est élevé à **238 K€** contre 506 K€ au 30 juin 2011.

MBA

La MBA s'élève à **392 K€** contre 744 K€.

La dotation nette aux amortissements et provisions est passée de 69K€ au 30 juin 2011 à **- 22 K€** au 30 Juin 2012.

Frais de recherche et développement :

Il n'y a pas eu de dépenses de recherche et développement comptabilisées sur le premier semestre 2012.

PERSPECTIVES POUR LE SECOND SEMESTRE 2012

Le carnet de commande d'AUGROS CP est en croissance de 5,5% au 30 JUIN 2012.

A données comparables, l'enregistrement de produits nouveaux facturables sur 12 mois, est en hausse de 81% par rapport à la situation au 30 Juin 2011 et est en majorité destiné à l'exportation.

Ces deux données nous permettent de prévoir sur 2012, le rattrapage progressif du repli du CA du premier semestre, et d'envisager 2013 avec optimisme.

D. BOURGINE
Président du Directoire

C. PHILIPPON
Membre du Directoire



COMPTES SEMESTRIELS
AU 30 JUIN 2012

AUGROS COSMETIC PACKAGING

Société anonyme à directoire et conseil de surveillance au capital de 2 283 933 €.
Siège social : Rue de l'Expansion – 61000 CERISE
SIREN : 592 045 504.

Comptes consolidés IFRS au 30 juin 2012

I. Bilan consolidé. (En milliers d'euros)

Actif	Notes	30/06/2012	30/06/2011	31/12/2011
Actif non courant		2 464	2 812	2 651
Immobilisations incorporelles	(Note 4.1.1)	321	343	332
Ecarts d'acquisition				
Immobilisations corporelles	(Note 4.1.2)	1 938	2 262	2 114
Actifs financiers non courants	(Note 4.1.3)	205	207	205
Impôts différés actifs	(Note 4.1.4)			
Actifs des activités destinées à être cédées				
Actif courant		5 404	6 245	4 438
Stocks	(Note 4.2.1)	1 061	1 073	947
Clients et autres débiteurs	(Note 4.2.2)	3 779	4 590	3 019
Impôts exigibles	(Note 4.2.3)	69	120	119
Actifs financiers courants				
Trésorerie et équivalents de trésorerie	(Note 4.2.4)	495	463	353
Total actif		7 868	9 057	7 089

Passif	Notes	30/06/2012	30/06/2011	31/12/2011
Capitaux propres		-4 023	-4 143	-4 263
Capital émis		2 284	2 284	2 284
Primes d'émission		3 959	3 959	3 959
Autres titres d'autocontrôle		-37	-18	-18
Réserves		-10 467	-10 873	-10 867
Résultats de l'exercice		238	506	380
Intérêts minoritaires				
Passif non courant		5 308	5 966	5 456
Dettes financières (part à plus d'un an)	(Note 4.3.1)	4 330	4 806	4 249
Impôts différés passifs				
Provisions	(Note 4.3.2)	979	1 160	1 207
Autres passifs non courants				
Passifs des activités destinées à être cédées				
Passif courant		6 583	7 234	5 896
Dettes financières (part à moins d'un an)	(Note 4.3.1)	3 708	4 176	3 248
Impôts courants	(Note 4.3.3)	464	467	443
Fournisseurs et autres créditeurs		2 411	2 591	2 205
Provisions				
Autres passifs courants				
Total passif		7 868	9 057	7 089

II. Compte de résultat consolidé.
(En milliers d'euros)

(En milliers d'euros)	Notes	30/06/2012	30/06/2011	31/12/2011
Chiffre d'affaires	(Note 4.4.1)	7 560	9 622	16 796
Autres produits de l'activité				
Achats consommés		-2 428	-2 940	-5 237
Variation des stocks de production		93	155	66
Charges de personnel		-3 079	-3 573	-6 451
Charges externes		-1 340	-2 092	-3 562
Impôts et taxes		-207	-242	-391
Dotations nettes aux amortissements		-205	-224	-441
Dotations nettes aux provisions		-2	-55	-17
Autres produits et charges d'exploitation		6	50	45
Résultat opérationnel courant		397	701	809
Autres produits et charges opérationnels	(Note 4.5)	75	-22	-29
Résultat opérationnel		473	678	780
Résultat financier	(Note 4.6)	-225	-173	-396
Charges d'impôts		-10	0	-4
Provision écart acquisition				
Résultat net avant résultat des activités arrêtées ou en cours de cession		238	506	380
Résultat net d'impôt des activités arrêtées ou en cours de cession				
Résultat net de l'exercice		238	506	380
Part du groupe		238	506	380
Part des intérêts minoritaires				
Résultat par action (part du groupe)		0,17	0,35	0,27
Résultat dilué par action (part du groupe)		0,16	0,35	0,26

III. Tableau de flux consolidé.
(En milliers d'euros)

(En milliers d'euros)	30/06/2012	31/12/2011	30/06/2011
Résultat net des sociétés intégrées	238	380	506
trésorerie			
- amortissements et provisions nets des reprises	-22	333	69
- impôts différés			
- actualisation passif RJ /CCSF	204	355	169
- abandons de créances RJ / CCSF / bailleur	-60	-120	0
- étalement PCA sur lease-back			
- plus-values de cessions nettes d'impôts	32		
Marge brute d'autofinancement	392	948	744
- Variation des stocks et en cours	-114	71	-55
- Variation des créances liées à l'activité	-710	932	-640
- Variation des dettes liées à l'activité	288	-486	-201
<i>Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité</i>	<i>-536</i>	<i>517</i>	<i>-896</i>
Flux nets de trésorerie générés par l'activité	-144	1 465	-152
- Acquisition d'immobilisations	-51	-225	-166
- Cessions d'immobilisations			
- Variations des autres immobilisations financières		9	7
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement	-51	-215	-159
- Augmentation de capital en numéraire			
- Variation emprunts et dettes financières	-106	-1 032	-225
- Variation dette Factor	444	-30	825
- Variations des autres financements			
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement	338	-1 062	600
Variation nette de trésorerie et d'équivalent de trésorerie	143	188	289
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture	352	163	163
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture	495	352	452

IV. Variation des capitaux propres.
(En milliers d'euros)

	Capital	Primes	Réserves consolidées	Résultat de l'exercice	Ecarts de conv. / rééval.	Titres d'autocontrôle	Capitaux propres
Situation au 31 décembre 2010	2 284	3 959	-13 112	2 236		-10	-4 642
Variation de capital							
Variation de périmètre							
Acquisition ou cession de titres d'autocontrôle							
Affectation résultat			2 245	-2 236		-9	0
Résultat consolidé de l'exercice				380			380
Distributions effectuées par l'entreprise consolidante							
Variation des écarts de conversion			2				2
Correction d'erreurs							
Imputation de l'écart d'acquisition sur les capitaux propres							
Autres mouvements			-1				-1
Situation au 31 décembre 2011	2 284	3 959	-10 867	380		-18	-4 263
Variation de capital							
Variation de périmètre							
Acquisition ou cession de titres d'autocontrôle							
Affectation résultat			398	-380		-18	
Résultat consolidé de l'exercice				238			238
Distributions effectuées par l'entreprise consolidante							
Variation des écarts de conversion			2				2
Correction d'erreurs							
Imputation de l'écart d'acquisition sur les capitaux propres							
Autres mouvements							
Situation au 30 juin 2012	2 284	3 959	-10 467	238		-37	-4 023

V. Notes sur les états financiers consolidés.

(Tous les montants indiqués dans les notes qui suivent sont en milliers d'euros.)

Faits caractéristiques du premier semestre 2012

L'activité d'AUGROS COSMETIC PACKAGING est en repli de 21,4% en raison de la contraction des ventes de la branche Traitement de Surface. La branche packaging a connu une croissance significative.

La baisse des ventes constatée sur le pôle traitement de surface s'explique par le comparable défavorable d'une part et la forte croissance en 2011 d'autre part. Par ailleurs des décalages de lancement au second semestre 2012 ont amplifié la contraction des ventes.

Comparée à 2010, les ventes d'AUGROS CP reculent de 5,5%.

Perspectives pour le second semestre 2012

Le carnet de commande d'AUGROS CP est en croissance de 5,5% au 30 juin 2012.

A données comparables, l'enregistrement de produits nouveaux facturables sur 12 mois, est en hausse de 81% par rapport à la situation au 30 juin 2011 et est en majorité destiné à l'exportation.

Ces deux données nous permettent de prévoir sur 2012, le rattrapage progressif du repli du chiffre d'affaires du premier semestre, et d'envisager 2013 avec optimisme.

1. Modalités de consolidation.

1.1. Principes et modalités de consolidation. — Les comptes consolidés du groupe établis au 30 juin 2012 ont été établis suivant les normes comptables internationales édictées par l'IASB. Ces normes sont constituées des IFRS, des IAS ainsi que de leurs interprétations, qui ont été adoptées par l'union européenne. Les normes et interprétations adoptées par l'IASB et l'IFRIC mais non encore adoptées au 30 juin 2012 par l'Union européenne n'ont pas donné lieu à une application anticipée.

1.2. Traitement de l'écart d'acquisition. — Les écarts d'acquisition inscrits à l'actif du bilan consolidé sont égaux à la différence positive, constatée lors de l'entrée d'une société dans le périmètre de consolidation, entre le coût d'acquisition des actions détenues et la quote-part correspondante des ses capitaux propres retraités à leur juste valeur.

Des tests de valeurs sont pratiqués tous les ans, et éventuellement plus fréquemment en cas d'indice de perte de valeur. Le cas échéant une dépréciation est comptabilisée si la valeur recouvrable déterminée est inférieure à la valeur nette comptable. Ils ont une valeur nulle dans les comptes au 30 juin 2012.

1.3. Intérêts minoritaires. — Il n'existe plus d'intérêt minoritaire depuis le 30 juin 2006.

1.4. Dividendes. — Les dividendes versés par une société consolidée à une autre société consolidée sont éliminés pour la détermination du résultat net du Groupe. Aucun dividende n'a été versé au cours du 1er semestre 2012.

1.5. Comptes et opérations réciproques. — Les opérations intra-Groupe de même que les soldes comptables intra-Groupe et tout gain latent ou réalisé lors d'opérations intra-Groupe sont éliminés lors du processus de consolidation.

1.6. Méthode de conversion. — L'euro est la monnaie de fonctionnement et la monnaie de présentation des comptes employé par Augros CP et sa filiale.

1.7. Méthodes et critères de consolidation. — La société-mère exerce un contrôle exclusif sur l'ensemble des sociétés du Groupe Augros Cosmetic Packaging.

La méthode d'intégration globale consiste à reprendre intégralement tous les postes du bilan et du compte de résultat des sociétés consolidées (après les éventuels retraitements de consolidation et l'élimination des opérations et comptes réciproques) et à répartir les capitaux propres et le résultat entre Augros CP et les autres actionnaires ou intérêts minoritaires.

Toutes les entreprises consolidées ont clôturé leurs comptes individuels au 30 juin 2012.

2. Périmètre de consolidation.

Sociétés	Pays	Nombre d'actions	Pourcentage contrôle	Méthode
Augros Cosmetic Packaging	France	1 427 458	Mère	
Augros Inc.	Etats-Unis	2 600	100%	IG

IG : intégration globale

3. Principes comptables et méthodes d'évaluation.

3.1 Immobilisations incorporelles — Les dépenses de recherche effectuées en vue d'acquérir des connaissances techniques sont comptabilisées directement en charges dans le compte de résultat.

Les frais de développement ne sont inscrits au bilan que lorsqu'ils se rapportent à la mise au point de nouveaux procédés de fabrication destinés à favoriser l'émergence de nouveaux produits ou à des études de R&D appliquée à des technologies non encore maîtrisées qui intéressent tout particulièrement nos clients : les débouchés commerciaux sont quasi garantis en cas de réussite dans la mise au point technique. Ces frais ne sont activés que pour autant qu'ils se composent de coûts directs et qu'ils soient individualisés et imputables à des applications dont la rentabilité future est raisonnablement estimée. Ces frais sont amortis de façon linéaire sur une durée de 5 ans. Les brevets industriels figurant à l'actif font tous l'objet d'une protection juridique, et sont tous exploités, générant chiffre d'affaires et marge commerciale, ils sont amortis de façon linéaire sur une durée de 5 ans. Les fonds de commerce qui représentent un goodwill sont inscrits à l'actif du bilan consolidé pour leur coût historique. Ces éléments ne sont pas amortis mais font l'objet d'un test de dépréciation annuel.

De façon générale, la valeur des immobilisations incorporelles amorties est testée dès lors qu'un indice de perte de valeur est identifié.

3.2 Immobilisations corporelles — Elles sont évaluées à leur coût d'acquisition après déduction de l'amortissement cumulé et d'une éventuelle dépréciation pour perte de valeur. L'amortissement est calculé suivant la méthode linéaire, basée sur la durée d'utilisation des différentes catégories d'immobilisations.

Les principales durées d'amortissement sont les suivantes :

Catégorie	Durée
Constructions	20 ans
Agencements, aménagements	3 à 10 ans
Matériel industriel	5 à 10 ans
Installations techniques	5 à 10 ans
Mobilier	3 à 10 ans
Matériel de bureau et informatique	3 à 10 ans

3.3 Dépréciation des éléments de l'actif immobilisé. — Selon la norme IAS 36 « Dépréciation d'actifs » la valeur d'utilité des immobilisations corporelles et incorporelles est testée dès l'apparition d'indices de pertes de valeur, examinés à chaque clôture. Pour ce test, les immobilisations sont regroupées en Unités Génératrices de Trésorerie (UGT). Compte tenu de la structure actuelle de l'entreprise après les opérations de restructuration opérées en 2006, l'unique entité légale AUGROS COSMETIC PACKAGING constituée par deux établissements complémentaires représentent une seule et même UGT.

Néanmoins, un amortissement exceptionnel peut être pratiqué sur des immobilisations identifiées n'ayant plus un taux d'utilisation et/ou de production suffisant.

3.4 Crédit-bail et contrats de locations financement. — Les contrats de crédit-bail mobiliers et assimilés sont retraités dans les comptes consolidés. Les contrats de locations financement ont fait l'objet d'un retraitement dans les comptes consolidés depuis 2004.

Les biens ainsi financés figurent à l'actif du bilan dans les comptes d'immobilisation et la dette correspondante est inscrite au passif dans les dettes auprès des établissements de crédit.

La redevance de la période est reclassée en amortissement, sur la base de la durée de vie des immobilisations de même catégorie, pour sa part «Capital» et en charge financière pour sa part «Intérêts».

3.5 Titres de placement. — Le groupe possède des titres de placement retenus pour leur valeur historique. Les autres titres détenus par le groupe sont les actions propres portées en réduction des réserves.

3.6 Autres immobilisations financières. — Ce poste comprend pour l'essentiel des dépôts et cautionnements versés et des prêts. Si leur recouvrement s'avérait douteux, une dépréciation serait constatée.

3.7 Valeurs d'exploitation.

Stocks. — S'agissant de produits spécifiques réalisés sur devis, les produits finis et semi-finis sont valorisés, soit au coût de revient réel de production lorsqu'il peut être calculé avec fiabilité, soit à un pourcentage du prix de vente lorsque les outils de suivi ne permettent pas d'appréhender les coûts de revient réels avec une précision suffisante. Lorsque la société fabrique des produits non spécifiques (cas exceptionnel), une provision est constituée lorsque la valeur probable de réalisation de ces stocks est inférieure à leur valeur comptable.

Les stocks de matières premières sont évalués, selon la méthode FIFO, à leur coût d'acquisition, comprenant le prix d'achat de ces matières et les frais accessoires d'achat.

Créances et dettes en monnaies étrangères. — Les écarts de conversion figurant dans les comptes individuels des entreprises concernées sont inscrits en résultat consolidé.

Conversion des comptes annuels libellés en monnaie étrangère. — Les comptes de la filiale américaine consolidée Augros INC sont convertis en Euros selon la méthode du cours de clôture pour les postes du bilan et du cours moyen pour les postes du compte de résultat.

Transactions en devises. — Les charges et produits en devises sont enregistrés pour leur contre-valeur à la date de l'opération (taux de change mensuel standard, basé sur les cours observés à la fin du mois précédent, ou bien sur le taux de conversion connu lorsqu'il existe une couverture de change).

Dettes financières. — En application des normes IFRS (IAS 32), les provisions pour risques et charges et les dettes bénéficiant d'un différé de paiement non-conforme aux usages courants ont fait l'objet d'une actualisation.

Les dettes comprises dans le plan de continuation de la société par jugement du 27 septembre 2006 dont l'étalement est prévu sur 10 ans ont fait l'objet d'une actualisation sur la durée restante au 30 juin 2012, soit 4.25 ans. Par ailleurs, dans le cadre des négociations de restructuration de la dette réalisées sur 2010, les dettes comprises dans le plan de continuation et concernant les banques et le bailleur ont fait l'objet d'un plan de remboursement jusqu'en 2021. Le taux d'actualisation retenu est égal i) au taux OAT du 30 juin 2012 (2.70%) auquel s'ajoute ii) une prime de risque (2%), soit un taux global de 4.70%.

La dette contractée vis-à-vis du bailleur, dans le cadre des négociations de restructuration de la dette réalisées sur 2010, a été remontée en dette à long terme et fait l'objet d'un plan de remboursement jusqu'en 2021. Le taux d'actualisation retenu est égal i) au taux OAT du 30 juin 2012 (2.70%) auquel s'ajoute ii) une prime de risque (2%), soit un taux global de 4.70%.

Les dettes comprises dans le plan CCSF de la société ont fait l'objet d'une actualisation sur la durée restante au 30 juin 2012. Le taux d'actualisation retenu est égal au taux OAT 10 ans du 30 juin 2012, soit 2.70%.

L'effet de l'actualisation se traduit au 30 juin 2012 par une charge financière globale de 204 K€.

Impôts différés. — Les impôts différés résultent :

- des différences temporaires existant entre le résultat comptable et le résultat fiscal (méthode étendue) ;
- des retraitements pratiqués en consolidation ;
- des déficits fiscaux dans la mesure où leur imputation sur des bénéfices fiscaux futurs est possible.

Les impôts différés sont calculés, selon la méthode du report variable, en tenant compte de l'évolution connue du taux d'imposition à la date de clôture. Le taux utilisé pour la France au 30 juin 2012 est 33 1/3%.

L'actif d'impôt différé est normalement déterminé sur la seule base des déficits fiscaux susceptibles de s'imputer sur les résultats prévisionnels des 24 prochains mois pondéré d'un coefficient de 80%. Néanmoins, au 30 juin 2012, compte tenu d'un contexte économique incertain, il a été décidé de n'activer aucun actif d'impôt différé. Cette position prudente sera réévaluée à la lumière des résultats futurs.

Les impôts différés issus des différences temporelles ainsi que de l'ensemble des retraitements et des éliminations de consolidation ne sont pas calculés du fait de leur poids non significatif et de la prépondérance des déficits fiscaux reportables.

Provisions. — Des provisions sont constatées lorsque leur objet est nettement précisé à la clôture de l'exercice ou avant l'établissement des comptes et qu'elles peuvent être évaluées de manière raisonnable. Ce poste enregistre l'ensemble des provisions comptabilisées par les sociétés du Groupe et les provisions éventuelles découlant des retraitements obligatoires ou optionnels de consolidation. Les provisions pour litiges font l'objet d'une analyse au cas par cas.

Engagements sociaux. — La norme IAS 19 précise les règles de comptabilisation des avantages consentis au personnel (à l'exception des rémunérations en actions qui relèvent de l'IFRS 2).

Les avantages à court terme (salaires, congés payés, contributions sociales, intéressement...) font l'objet d'une comptabilisation en « charges à payer » figurant au passif du bilan sous la rubrique « Dettes sociales et fiscales ».

Les avantages postérieurs à l'emploi correspondent aux indemnités de fin de carrière des salariés. L'évaluation de ces indemnités est réalisée sur l'hypothèse d'un départ volontaire du salarié. Les écarts actuariels sont enregistrés au compte de résultat. Les hypothèses retenues sont les suivantes :

- utilisation de la méthode rétrospective des unités de crédits projetées ;
- taux annuel d'actualisation : taux OAT Tec 10 en vigueur à la date de clôture ;
- taux annuel de progression des salaires : 0,50% ;
- taux annuel de turn-over : 10% jusqu'à 49 ans, 0% au-delà ;
- taux de charges sociales : 40% ;
- table de mortalité : TF 00-02 ;
- âge de départ à la retraite : 65 ans.

Ces engagements sociaux n'ont pas fait l'objet d'une actualisation au 30/06/2012. Le montant retenu est celui à fin 2011.

Stock options et bons de souscriptions. — Aucune nouvelle option n'a été octroyée au cours du premier semestre 2012. Aucune option n'a été levée au 30 juin 2012.

Les principales caractéristiques de ce plan sont les suivantes :

Type	Date de souscription	Nombre de titres	Prix d'exercice	Exerçable à partir du
Options	01/07/2004	28 560	7,44 €	01/07/2008

Soit 28 560 options

L'assemblée générale du 10 novembre 1997 a autorisé le conseil d'administration à consentir à un certain nombre de collaborateurs du Groupe en une ou plusieurs fois, et ce pendant un délai de cinq ans commençant le 15 janvier 1998, des options donnant droit à souscription d'actions. Le directoire, en date du 1^{er} juillet 2004 a octroyé, suite à l'autorisation de l'Assemblée Générale Mixte du 3 juin 2004, 28 560 stocks options supplémentaires à des cadres dirigeants du Groupe Augros Cosmetic Packaging.

Information sectorielle. — Augros CP ne publie pas d'information sectorielle dans la mesure où la société est organisée autour d'une activité principale et intervient exclusivement sur le territoire national. Cette activité recouvre plusieurs domaines, mais au niveau de la gestion et du management, ces domaines sont traités comme un seul secteur d'activité.

4. Notes sur le bilan et le compte de résultat.

4.1 Variation des immobilisations et des amortissements.

4.1.1 Immobilisations incorporelles :

Variations des immobilisations incorporelles

(En milliers d'euros)	31/12/2011	30/06/2012			Valeurs brutes
	Valeurs brutes	Augmentation	Diminution	Transferts et autres	
Frais d'établissement					
Frais de R&D					
Concessions, brevets	252				252
Goodwill (fonds commercial)	445				445
Autres immobilisations incorporelles					
Total des immobilisations incorporelles	697				697

Variations des amortissements et provisions

(En milliers d'euros)	31/12/2011	30/06/2012			Cumul amortissements
	Cumul amort.	Dotations	Reprises	Sorties et transferts	
Frais d'établissement					
Frais de R&D					
Concessions, brevets	-163	-11			-174
Goodwill (fonds commercial)	-201				-201
Autres immobilisations incorporelles					
Total des amortissements incorporelles	-365	-11			-376

(En milliers d'euros)	31/12/2011	30/06/2012
Valeur nette	332	321

4.1.2. Immobilisations corporelles :

Variation des immobilisations corporelles

(En milliers d'euros)	31/12/2011	30/06/2012			Valeurs brutes
	Valeurs brutes	Augmentation	Diminution	Transferts et autres	
Terrains					
Constructions	179				179
Installations techn, matériel et outillage	11 558	23			11 581
Autres immobilisations corporelles	1 883	68			1 951
Actif démantèlement					
Immobilisations corporelles en cours	92	16	-88		20
Total des immobilisations corporelles	13 712	107	-88		13 730

Variation des amortissements et provisions

(En milliers d'euros)	31/12/2011	30/06/2012			Cumul amortissements
	Cumul amort.	Dotations	Reprises	Transferts et autres	
Amortissements / provisions constructions	-152	-1			-153
Amortissements / provisions installations tech, matériels et outillages	-9 719	-170			-9 889
Autres immobilisations corporelles	-1 726	-23			-1 749
Total des amortissements corporels	-11 598	-194			-11 792

(En milliers d'euros)	31/12/2011	30/06/2012
Valeur nette	2 114	1 938

Les immobilisations corporelles comprennent des crédits baux et des biens en location financement pour :

(En milliers d'euros)	Montant
Crédits baux :	
Installations techniques, matériels et outillages	4 800
Locations financement :	
Installations techniques, matériels et outillages	1 967
Total	6 767

Les sorties d'amortissements sont consécutives à des cessions d'actifs ou des sorties de matériels obsolètes.

Les amortissements d'immobilisations corporelles comprennent les crédits baux et des éléments en location financement pour :

(En milliers d'euros)	Montant
Crédits baux	
Installations techniques, matériels et outillages	4 411
Locations financement :	
Installations techniques, matériels et outillages (amortissements)	1 314
Total	5 725

4.1.3. Actifs financiers non courants :

(En milliers d'euros)	30/06/2012			31/12/2011	
	Augmentation	Diminution	Transferts et autres	Valeurs brutes	Valeurs brutes
Titres de participation					
Prêts					
Autres immobilisations financières				205	205
Total actifs financiers non courants				205	205

4.1.4. Actif d'impôts différés : L'actif d'impôt différé est normalement déterminé sur la seule base des déficits fiscaux susceptibles de s'imputer sur les résultats prévisionnels des 24 prochains mois pondéré d'un coefficient de 80%. Néanmoins, au 30 juin 2012, compte tenu d'un contexte économique encore incertain, il a été décidé de n'activer aucun actif d'impôt différé. Cette position prudente sera réévaluée à la lumière des résultats futurs.

4.2 Actifs courants :

4.2.1. Stocks :

(En milliers d'euros)	30/06/2012			31/12/2011	
	Valeur brute	Provision	Valeur nette	Valeur nette	
Stocks matières premières	388	-118	269	310	
Stocks autres approvisionnements	345		345	282	
Stocks en cours	919	-613	306	288	
Stocks produits finis	438	-298	140	67	
Total	2 090	-1 029	1 061	947	

4.2.2. Clients et autres débiteurs :

(En milliers d'euros)	30/06/2012	31/12/2011
Fournisseurs, avances et acomptes versés		
Clients et comptes rattachés	3 253	2 694
Autres créances	513	319
Charges constatées d'avance	13	6
Total	3 779	3 019

4.2.3. Impôts exigibles : Il s'agit des impôts courants (TVA, autres impôts...) pour 69 K€.

4.2.4. Trésorerie et équivalents de trésorerie : la trésorerie du groupe s'élève à 495 K€ au 30 juin 2012 contre 353 K€ au 31 décembre 2011.

4.3 Passifs courants et non courants :

4.3.1. Dette financières :

(En milliers d'euros)	30/06/2012	-1 an	De 1 à 5 ans	+ 5 ans	Rappel 31/12/2011
Dettes financières	5 183	853	2 906	1 424	5 086
Plan de continuation	4 040	585	2 373	1 082	3 877
Dette CCSF	455	209	246		550
Bailleur post plan	688	59	288	342	657
Emprunts (CB et loc. financières)	0				0
Divers	0	0			2
Ligne de crédit					
Dépôts et cautionnements					
Dettes rattachées à des participations					
Intérêts courus					
Avances					
Dettes Factor	2 843	2 843			2 399
Participation des salariés	12	12			12
Total	8 038	3 708	2 906	1 424	7 497

L'endettement auprès des établissements de crédit comprend les éléments suivants :

(En milliers d'euros)	Montant
Crédits-baux	
Locations financières	
Total	0 K€

4.3.2. Provisions :

(En milliers d'euros)	Montant au début d'exercice	Augmentations : dotations exercice	Diminutions : reprises exercice		Montant à la fin de l'exercice
			Montants utilisés	Montants non utilisés	
Provisions pour risques :					
Provisions pour litiges et risques divers (AUGROS INC)	601		228		373
Provisions pour charges :					
Indemnités de fin de carrière	606				606
Total	1 207	0	228	0	979

4.3.3 Impôts courants :

Ce poste, pour 464 K€, concerne les impôts courants tels que la contribution économique et territoriale, la TVA et les autres impôts.

4.3.4 Fournisseurs et autres créditeurs

(En milliers d'euros)	30/06/2012	31/12/2011
Clients, avances et acomptes reçus		0
Fournisseurs et comptes rattachés	1 257	1 247
Dettes sociales	1 115	933
Autres dettes	38	25
Total	2 411	2 205

4.4 Chiffre d'affaires : le groupe Augros ne publie pas d'information sectorielle dans la mesure où il est organisé autour d'une activité principale (conception, production et décoration de parfum, principalement en matières plastiques).

4.4.1. Par zone géographique :

(En milliers d'euros)	30/06/2012	% du CA	31/12/2011	% du CA
France	4 984	66%	10 275	61%
Export	2 576	34%	6 521	39%
Total	7 560	100%	16 796	100%

4.5 Autres produits et charges opérationnels.

(En milliers d'euros)	30/06/2012	30/06/2011	31/12/2011
Produits excep. sur opérations de gestion		1	242
Produits excep. sur exercices antérieurs	18	2	
Reprise exceptionnelle/provisions exceptionnelles	228 (1)		
Autres produits exceptionnels	97 (2)	120	
Produits exceptionnels divers	60 (3)	155	155
Total des autres produits opérationnels	403	277	397
Charges except sur opération de gestion	-237 (4)	0	-332
Charges except. sur exercices antérieurs			
VNC immobilisations cédées			
Créances fiscales prescrites	-53 (2)	-299	
Autres charges exceptionnelles	-37 (5)		-95
Total autres charges opérationnelles	-327	-299	-427
Autres produits et charges opérationnels	76	-22	-29

(1) Reprise de provision sur litiges

(2) Créances et dettes fiscales prescrites

(3) Abandon de créance par bailleur

(4) Indemnités versées sur litiges

(5) Dont annulation immo en cours (32KE)

4.6 Résultat financier.

(En milliers d'euros)	30/06/2012	30/06/2011	31/12/2011
Reprises sur provisions R&C financiers			
Gains de change	5	37	37
Autres produits financiers	6	13	14
Total produits financiers	11	49	51
Dotations aux provisions R&C financiers			
Dotation sur titres			
Charges d'intérêts	-32	-50	-91
Pertes de change		-3	
Autres charges financières (1)	-204	-169	-355
Total charges financières	-236	-222	-446
Résultat financier	-225	-173	-396
<i>(1) actualisation de la dette RJ + CCSF + bailleur post plan</i>		-169	-355

4.7 Résultat consolidé : Compte tenu des éléments qui précèdent, le résultat net consolidé est bénéficiaire pour 238 K€ part du groupe.

5. Autres informations

5.1. Engagements hors bilan

(En milliers d'euros)	30/06/2012	31/12/2011
Cautions sur locations immobilières:		
Alençon : bail ferme de 10 ans échéance 19/12/2014	1 115	1 337
Le Theil : bail ferme de 11 ans et 11 mois échéance 26/05/2014	822	1 027

(En milliers d'euros)	30/06/2012	30/06/2011
Sur abandon de créance par acte du 19/06/2011 :		
Clause de retour à meilleure fortune jusqu'en 2015	180	120

5.2. Nantissement fonds de commerce :

(En milliers d'euros)	Montant initial	30/06/2012	31/12/2011
Augros CP	360	151	151

5.3. Personnel

5.3.0 Effectifs :

Effectifs répartis par pays inscrits en fin de période :

	30/06/2012	31/12/2011
France	180	182
Etats-Unis		
Total	180	182

Effectifs répartis par catégories en fin de période :

	30/06/2012	31/12/2011
Cadres	13	14
Agents de maîtrise	25	24
Ouvriers / employés	142	144
Total	180	182

5.3.1 Charges de personnel :

	30/06/2012	31/12/2011
Rémunération	2 211	4 658
Charges sociales	868	1 793
Total	3 079	6 451

5.4. Transactions avec les parties liées :

- La société Augros Cosmetic Packaging est détenue directement et indirectement à hauteur de 79.03% par la famille Bourguine, à hauteur de 20.13% par l'actionnariat public et enfin à hauteur de 0.84% en auto-détention.
- Les transactions avec la filiale AUGROS INC ne présentent pas un caractère significatif.
- Les rémunérations et indemnités versées aux membres du Directoire au titre du premier semestre 2012 se sont élevées à 100 K€.
- Les indemnités versées aux membres du Conseil de Surveillance au titre du premier semestre 2012 se sont élevés à 3 K€.
- Les avantages à court terme dont bénéficient les mandataires sociaux sont constitués par des avantages en nature liés aux véhicules de fonction.
- Les indemnités de fin de carrière des mandataires sociaux, (déterminées selon les modalités décrites dans la partie Engagements sociaux), s'élèvent à 39 K€ au titre du premier semestre 2012.
- Les mandataires sociaux ne disposent pas d'avantages postérieurs à l'emploi ni d'autres avantages à long terme.
- Aucun paiement en actions n'a été réalisé.
- Dans le cadre de la restructuration du passif RJ 10 ans négociée sur 2010, M. Didier Bourguine a procédé au rachat du solde restant dû de la créance de la banque Natixis d'une valeur de 456 K€ dans les comptes d'Augros Cosmetic Packaging. Le plan de remboursement suit le même régime que celui de la communauté bancaire du passif RJ, à savoir jusqu'en 2021.

5.5. Cours des devises :

Taux des devises retenus	1er sem 2012Taux moyen	30/06/2012 Taux de clôture
Dollar US / EUR	0,7708	0,7950

Source : <http://www.oanda.com/convert/fxhistory>

5.6. Preuve d'impôt :

(En milliers d'euros)	30/06/2012	31/12/2011
Résultat net (100%)	238	380
Charge d'impôt	-10	-4
Résultat net taxable	248	376
Taux d'impôt normal %	33,33%	33,33%
Charge d'impôt théorique (A)	-83	-125
Différences temporaires		
Différences permanentes		
Incidences des distorsions social / fiscal (B)	0	0
Retraitements sans incidence d'impôt		
Elimination des dividendes internes		
Elimination des provisions internes sur titres		
Elimination des plus ou moins values internes sur titres		
Ecarts d'évaluation sur titres et incorporels		
Autres éliminations sans incidences d'impôt		
Amortissement des écarts d'acquisition		
Ecart plus values sociales / consolidées		
Incidence des écritures de consolidation (C)	0	0
Impôts sur distributions		
Résultats taxés au taux réduit		
Imputation des reports déficitaires et ARD		
Crédits d'impôt et autres imputations		
Déficits créés sur l'exercice		
Activation des reports déficitaires		
Actualisation des impôts différés		
Limitation des impôts différés		
Incidence de situations fiscales particulières (D)	0	0
Incidence de la var du taux d'impôt (E)		
Charge d'impôt réelle théorique (A+B+C+D+E)	-83	-125
Incidence différence taux d'imposition		
Impôts différés non activés	83	125
Résultat GIE et SCI		
Sociétés étrangères		
Impôts forfaitaires		
Intégration fiscale		
Reprise provision/impôts comptable en social		
Contrôle fiscal		
Ecarts	83	125
Charge d'impôt à constater	0	0

AUGROS COSMETIC PACKAGING

Société anonyme à directoire et conseil de surveillance au capital de 2 283 933 euros

ZA du Londeau
Rue de l'Expansion
CERISE
61000 ALENCON

Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle au 30 juin 2012

AUDITOR
27, rue de Montorgueil
75001 PARIS

*Membre de la Compagnie Régionale de
PARIS*

EXPONENS Audit
15, place de la Nation
75011 PARIS

*Membre de la Compagnie Régionale de
PARIS*

AUGROS COSMETIC PACKAGING

Société anonyme à directoire et conseil de surveillance au capital de 2 283 933 euros

Rapport des commissaires aux comptes sur l'information semestrielle au 30 juin 2012

Aux actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société, relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2012, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du directoire. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

I. CONCLUSION SUR LES COMPTES

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 - norme du référentiel IFRS telle qu'adoptée dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

II. VERIFICATION SPECIFIQUE

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Fait à Paris, le 3 août 2012

Les commissaires aux comptes

AUDITOR

EXPONENS AUDIT

Michel VOUSVOUKIS
Associé



Nathalie LUTZ
Associée

